



FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°

024/AONO/FEICOM/CIPM/2026 DU ...0.6.OCT...2026..

**EN VUE DE LA POURSUITE DE L'ACCOMPAGNEMENT DE LA MISE EN PLACE DE LA COMPTABILITE
PATRIMONIALE DES EXERCICES 2023-2025**

1.OBJET DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Directeur Général du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) lance un Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert pour recrutement d'un cabinet comptable en vue de l'évaluation du Patrimoine du FEICOM et le retraitement des pièces comptables pour le compte des exercices budgétaires 2023, 2024 et 2025.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Cette consistance est subdivisée en trois volets :

a) Evaluation du Patrimoine

Elle consiste à évaluer :

- Evaluation des bâtiments : Evaluer les bâtiments du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles (confirmation des données existantes et déjà traitées) ;
- Evaluation du parc automobile : Evaluer les automobiles du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
- Evaluation des terrains : Evaluer les terrains du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles (confirmation des données existantes et déjà traitées) ;
- Evaluation du parc informatique : Evaluer le matériel informatique du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
- Evaluation du mobilier de bureau : Evaluer le mobilier du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés et leurs valeurs actuelles ;
- Détermination des amortissements afférents aux immobilisations réévaluées ainsi que les dotations correspondant à chaque exercice ;
- Evaluation des stocks : Evaluer les stocks du FEICOM aux fins d'obtenir les valeurs comptables pour les exercices concernés.

b) Retraitement des pièces comptables

Il consiste en :

- Vérification de l'existence des pièces comptables pour chacun des exercices (2023 à 2025) dans son ensemble ;
- Essai d'un test de vraisemblance et de cohérence entre les montants issus des masses bilancielles, du compte de gestion et du compte administratif avec les différentes pièces comptables ;
- Détermination et justification des écarts éventuels issus du test de cohérence du point 2 ;
- Vérification des enregistrements comptables de chaque pièce comptable dans le système ;

- Recensement des opérations saisies dans des comptes non dédiés et leurs régularisations ;
- Présentation de la situation des comptes issus du point 4, avant et après analyse de ces derniers ;
- Production d'un rapport d'analyse qui résume l'ensemble des travaux effectués.

c) Validation des états financiers comptables des exercices 2023 à 2025

Le Cabinet devra faire une analyse de conformité et de régularité des états financiers élaborés et valider les différents résultats.

3. TRANCHES/ALLOTISSEMENT (SANS OBJET)

4. COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût prévisionnel de la présente prestation à l'issue des études préalables est de quatre-vingt-dix-neuf millions (99 000 000) francs CFA TTC

5. DÉLAI PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des prestations objet du présent Appel d'Offres est de onze (11) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation à cet Appel d'Offres est ouverte aux Cabinets d'expertise comptables **nationaux spécialisés dans le domaine de la mise en place de la comptabilité patrimoniale.**

7. FINANCEMENT

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), Exercices 2026 et suivant. Imputation budgétaire : 61-20-50, Honoraires versés.

8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un million (**1 000 000) francs CFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres et accompagné du récépissé de la CDEC, conformément aux circulaires n°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du code du Marché Public et n°000014/LC/MINMAP du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de déconsignation et de restitution de réalisation de garantie dans les marchés. En cas de chèque-banque ou certifié délivré en lieu et place des cautionnements, lesdits chèques doivent être transmis à la CDEC par l'établissement financier émetteur au moins sept (07) jours ouvrables avant l'ouverture des plis. L'absence de cette pièce entraîne le rejet immédiat de l'offre.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le DAO est consultable en ligne dès publication du présent Avis sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

Il peut également être consulté gratuitement au Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM à Yaoundé Mimboman BP 718 Yaoundé, FEICOM, 381 Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4ème, Téléphone 222 235 164 ; poste 217 ; Fax 222 23 17 59 dès publication du présent avis.

Préalablement à toute soumission en ligne, la quittance de versement doit être enregistrée au Service des Marchés et des Archives (SMA).

11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Il est possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées.

Toutefois, la soumission est conditionnée par le versement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA dans le Compte Spécial CAS – ARMP ouvert dans les Agences BICEC, au titre des frais d'acquisition du DAO. La quittance de versement fera l'objet d'un enregistrement préalable à la soumission en ligne auprès du Service des Marchés et Approvisionnements.

12 REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **05 NOV 2026** à **09 heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli fermé et scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus des références de la consultation ci-dessous dans les délais impartis.

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 021/AONO/FEICOM/CIPM/2026 DU 06 OCT 2026 EN VUE DE LA POURSUITE DE
L'ACCOMPAGNEMENT DE LA MISE EN PLACE DE LA COMPTABILITE PATRIMONIALE DES
EXERCICES 2023-2025

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

13. RECEVABILITE DES OFFRES

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le **05 NOV 2026** à 10 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés du FEICOM dans la salle de réunions de ladite Commission sise à l'ancien siège du FEICOM.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80% seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15.CRITÈRES D'ÉVALUATION

15. 1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

1. L'absence du cautionnement de soumission acquitté à la main à l'ouverture des plis, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC, conformément à la circulaire N°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
2. La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
3. Les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
4. La note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
5. L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
6. L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
7. L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
8. L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
9. L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
10. L'absence de la capacité financière ;
11. La présence d'informations financières dans l'offre technique ;
12. L'absence des preuves d'acceptation de condition du Marché ;
13. La non-conformité du mode de soumission ;
14. L'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
15. Le non-respect du profil du chef de mission.

15.2. Critères essentiels

1. La présentation générale de l'Offre ;
2. Les observations et suggestions sur les TDR ;
3. La Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR ;
4. Les qualifications et compétences du personnel clé pour la mission ;
5. Références du Cabinet ;
6. Les moyens logistiques.

Les Offres techniques seront évaluées sur cent (100) points sur la base des critères et sous critères définis dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

La grille d'évaluation détaillée (critères et sous-critères) pour chaque lot, est insérée au Dossier d'Appel d'Offres.

Toute soumission n'ayant pas obtenu au moins 80 points sur 100 ne verra pas son Offre financière examinée.

16.ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

17. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Offres.

18. ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

19. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés et Approvisionnements du FEICOM sis à l'ancien siège du FEICOM ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

Tél : (237) 22 23 51 64, Poste 217 ; Porte 11
BP : 718 YAOUNDE, Rue 4.565, Mimboman YDE 4ème
Fax : (237) 22 23 17 59.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics(MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro

Fait à Yaoundé, le **06 OCT 2026**

**LE DIRECTEUR GENERAL,
Maître d'Ouvrage**

Copies :

- ✓ MINMAP ;
- ✓ ARMP pour insertion au JDM ;
- ✓ Président/CIPM ;
- ✓ Affichage ;
- ✓ Chrono/archives.



Philippe Camille Akoa
REGISTRAT HORS-HIERARCHIE



SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE

INTERNAL TENDERS BOARD

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE

N° 12/AONO/FEICOM/CIPM/2026 OF 06 OCT 2026

FOR THE RECRUITMENT OF AN ACCOUNTING FIRM ABLE TO PROVIDE SUPPORT IN SETTING UP AN ASSET ACCOUNTING SYSTEM AT THE FEICOM (2023-2025)

1. SUBJECT OF THE CALL FOR TENDER

The General Manager of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), hereby launches according to, under the 2026 and follow years, a Consultation Invitation to tender for the recruitment for an Accounting consultancy firm to assist FEICOM in the implementation of an asset accounting system for the years 2023, 2024 and 2025 of FEICOM.

2. NATURE OF THE SERVICES

This scope of work is subdivided into three components:

a) Asset Valuation

It consists of evaluating:

- **Buildings Valuation:** Assess FEICOM's buildings in order to obtain the accounting values for the financial years concerned and their current values (confirmation of existing and already processed data);
- **Vehicle Fleet Valuation:** Assess FEICOM's vehicles in order to obtain the accounting values for the financial years concerned and their current values;
- **Land Valuation:** Assess FEICOM's land assets in order to obtain the accounting values for the financial years concerned and their current values (confirmation of existing and already processed data);
- **IT Equipment Valuation:** Assess FEICOM's IT equipment in order to obtain the accounting values for the financial years concerned and their current values;
- **Office Furniture Valuation:** Assess FEICOM's office furniture in order to obtain the accounting values for the financial years concerned and their current values;
- **Determination of Depreciation:** Determine the depreciation related to the revalued fixed assets as well as the depreciation allowances corresponding to each financial year;
- **Inventory Valuation:** Assess FEICOM's inventory in order to obtain the accounting values for the financial years concerned.

b) Restatement of Accounting Documents

It consists of:

- Verifying the existence of accounting documents for each of the financial years (2023 to 2025) as a whole;

- Conducting a plausibility and consistency test between the amounts derived from balance sheet aggregates, the revenue/expenditure account, and the administrative account with the various accounting documents;
- Identifying and justifying any discrepancies resulting from the consistency test in point 2;
- Verifying the accounting entries of each accounting document in the system;
- Identifying transactions recorded in unassigned/incorrect accounts and making the necessary adjustments;
- Presenting the status of the accounts referred to in point 4, before and after their analysis;
- Producing an analysis report summarizing all work performed.

c) Validation of Financial Statements for the 2023 to 2025 Financial Years

The Firm shall conduct a compliance and regularity analysis of the prepared financial statements and validate the respective results.

3. TRANCHES/ALLOTMENT (NOT APPLICABLE)

4. ESTIMATED COST

The estimated cost after preliminary studies is CFA F ninety-nine million (99 000 000) TI.

5. ESTIMATED EXECUTION TIMEFRAME

The maximum deadline provided for the project owner for the execution of the services covered by this invitation tender is eleven (11) months and with effect from the date of notification of the service order.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Call for Tenders is open to national accounting firms specialized in setting up asset accounting.

7. FINANCING

The services subject of this Invitation to tender shall be funded by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), 2026 and subsequent fiscal years. Budgetary charges: 61-20-50, Fees paid.

8. SUBMISSION METHOD

The submission method chosen for this consultation is online.

9. BID BOND

Each bidder must enclose with their administrative documents a bid bond, manually paid and issued by a financial institution or organization approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts, as listed in Document 14 of the Bidding Documents (DAO). The amount of the bid bond is one million (1,000,000) CFA francs, valid for thirty (30) days beyond the original validity date of the offers, and accompanied by the receipt from the CDEC, pursuant to Circular No. 00001/PR/MINMAP/CAB of April 25, 2022, on the application of the Public Procurement Code, and Circular No. 000014/LC/MINMAP of July 23, 2025, on the terms of constitution, deposit, custody, release, and execution of guarantees in public procurement. In the case of a certified or bank check issued in lieu of bid bonds, said checks must be transmitted to the CDEC by the issuing financial institution at least seven (07) business days prior to the opening of bids. The absence of this document shall result in the immediate rejection of the offer.

The absence of the bid bond issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue bonds within the framework of public procurement shall lead to the outright

rejection of the offer. A bid bond submitted that has no connection with the tender concerned shall be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

10. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENT

The Bidding Documents (DAO) may be consulted online upon publication of this Notice on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as well as on the ARMP website (www.armac.cm).

They may also be consulted free of charge at the Contracts and Supplies Service, located at the former FEICOM headquarters in Yaoundé Mimboman, P.O. Box 718 Yaoundé, FEICOM, 381 Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4th, Telephone: 222 235 164, ext. 217; Fax: 222 23 17 59, upon publication of this notice.

Prior to any online submission, the payment receipt must be registered at the Contracts and Archives Service (SMA).

11 ACQUISITION OF THE TENDER FILE

The electronic version of the Bidding Documents (DAO) may be obtained by downloading free of charge at the above-mentioned addresses.

However, submission is subject to the payment of a non-refundable sum of **one hundred thousand (100,000) CFA francs**, payable to the CAS - ARMP Special Account opened in BICEC branches, as bidding document acquisition fees. The payment receipt must be registered prior to online submission at the Contracts and Supplies Service.

12. SUBMISSION OF BIDS

For online submission, the offer must be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than **05 NOV 2025** at 09 am. A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the consultation references within the allotted time frame:

OPENED NATIONAL TENDER N° **24**/AONO/FEICOM/CIPM/2026 OF **06 OCT 2026** ACCORDING
TO THE
FOR THE RECRUITMENT OF AN ACCOUNTING FIRM ABLE TO PROVIDE SUPPORT IN SETTING UP AN
ASSET ACCOUNTING SYSTEM AT THE FEICOM (2023-2025)

"To be opened only during the opening session "

N.B: File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents making up the bidder's offer and that shall be forwarded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical bid;
- 5 MB for the Financial bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be

13.ADMISSIBILITY OF BIDS

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Bidding Documents (DAO) shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a financial institution or organization approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts, or non-compliance with the templates provided in the Bidding Documents, shall lead to the outright rejection of the bid without any right of appeal. A bid bond submitted that has no connection with the tender concerned

shall be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

14. OPENING OF BIDS

The opening of bids shall take place in two stages:

The opening of administrative documents and technical bids shall take place on **05 NOV 2026** at 10:00 a.m. sharp by the FEICOM Internal Tenders Board in the meeting room of the said Board, located at the former FEICOM headquarters.

Only the financial bids of bidders who have obtained the qualifying technical score of 80% shall be opened by the same Board and in the same room at a later date, following the publication of the technical evaluation results. Only bidders or their duly authorized representatives (one person per bidder, even in the case of a joint venture) may attend this opening session.

On pain of rejection, the required administrative documents must be submitted in originals or certified true copies by the issuing service or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be dated less than three (03) months prior to the original bid submission deadline or issued after the date of signature of the Tender Notice.

In the event of absence or non-compliance of an administrative document during the opening of bids, after a 48-hour deadline granted by the Board, the bid shall be rejected.

15. EVALUATION CRITERIA

15.1 Eliminary criteria

1. Absence of the bid bond, hand-endorsed at the opening of bids, accompanied by the consignment receipt issued by the CDEC, in accordance with Circular No. 00001/PR/MINMAP/CAB of 25 April 2022 relating to the application of the Public Contracts Code;
2. Failure to produce, within 48 hours after the opening of bids, an administrative document deemed non-compliant or missing;
3. False declarations, fraudulent practices or forged documents;
4. Technical score below 80 points out of 100;
5. Absence of the sworn declaration of non-abandonment of contracts during the last three years;
6. Absence of a quantified unit price in the financial offer;
7. Absence of any element of the financial offer (the submission, the Unit Price Schedule (UPS), the Bill of Quantities (BOQ));
8. Absence of the Integrity Charter, dated and signed;
9. Absence of the Commitment Statement to comply with environmental and social clauses, dated and signed;
10. Absence of financial capacity;
11. Presence of financial information in the technical offer;
12. Absence of Proof of acceptance of the contract terms and conditions ;
13. Non-compliance of the submission mode;
14. Absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
15. Non-compliance of the Head mission's qualifications.

15.2. Essential criteria

1. General presentation of the bid;
2. Observations and suggestions on the Terms of Reference (TOR);
3. Proposed methodology in line with the Terms of Reference (TOR);
4. Qualifications and skills of the key personnel for the mission;
5. References of the Firm;
6. Logistical means.

Technical bids shall be evaluated one hundred (100) points on the bases of the criteria defined in the Special Regulation of the Tender Document (RPAO).

The detailed evaluation grid (criteria and sub-criteria) for each lot, shall be inserted in the Tender Document.

Any submission not having obtained at least 80 points on 100 shall not have its financial bid examined.

16.CONTRACT AWARD

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder presenting the bid evaluated the lowest bid and fulfilling the required financial, technical and administrative capacities resulting from the criteria said to be essential and eliminatory.

17. DURATION OF VALIDITY OF BIDS

Bidders shall remain committed by their bids for ninety (90) days with effect from the deadline set for the submission of bids.

18. TECHNICAL SUPPORT

To obtain a technical support if there's any technical problem link to the platform, please just call these phone numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to this email contact dsi@minmap.cm.

19.. FURTHER INFORMATION.

Further information of technical nature may be obtained during working hours from the Mobilization of Financial Resources, Accounting and Assets Management Department (Contracts and Supplies Service) of FEICOM:

Tel : (237) 222 23 51 64, Extension 217 ; Room 11 ;
P.O.Box :718 YAOUNDE, Street 4565, Mimboman YDE IV
Fax : (237) 222 23 17 59.

20. FIGHTING CORRUPTION AND MALPRACTICES

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the ARMP on (+237) or the PO/DPO on

Done at Yaounde, the **06 OCT 2026**

**THE GENERAL MANAGER,
Contracting Authority**

Cc :

- ✓ MINMAP ;
- ✓ ARMP for insertion in the JOC;
- ✓ Président/CIPM ;
- ✓ Affichage ;
- ✓ Chrono/archives.



Philippe Camille Ilkon
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE